

**JEUX DE L'OURS ET DE L'AIGLE  
DANS LES BALKANS ET LE CAUCASE  
CRISES AU KOSOVO, EN OSSETIE ET EN ABKHAZIE**

PAR

Nicolas GUINARD\*

L'opération armée lancée par la Géorgie le 7 août 2008 visant à reprendre le contrôle des régions séparatistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie se transforma en quelques jours en une défaite stratégique à la fois dans son caractère militaire et dans son volet politique. Moins de trois semaines plus tard, en effet, la Fédération de Russie annonçait la reconnaissance officielle de l'indépendance de ces deux entités à la demande de leur Parlement respectif. Des références explicites étaient faites au précédent du Kosovo, dont l'indépendance a été soutenue par les puissances occidentales, membres permanents du Conseil de sécurité. Ces références étaient apparues dès le lendemain du déclenchement de la crise, aussi bien dans les communiqués officiels que dans la presse du monde entier, de l'Espagne à la Chine. En Pologne, une figure historique européenne comme Lech Walesa non seulement fit le lien entre la crise caucasienne et le Kosovo, mais y vit la preuve de l'affaiblissement des principes régissant les relations internationales, dont il imputa aux dirigeants kosovars une grande part de responsabilité. L'ancien dissident et ministre des Affaires étrangères tchèque, Jiri Dienstbier, établit également la relation entre la décision russe dans le Caucase et la décision « irresponsable » de reconnaître l'indépendance de l'ancienne province serbe. Il était par conséquent logique de voir les autorités abkhazes et ossètes heureuses de revendiquer ce lien et d'expliquer : « nous utilisons les mêmes arguments que ceux utilisés par l'Occident au sujet du Kosovo [...]. Il n'y avait pas de moyen de se réconcilier avec la Géorgie. Cela est purement une continuation du précédent du Kosovo »<sup>1</sup>. Face à ces références, les dirigeants géorgiens qui s'étaient alarmés du cas kosovar plusieurs mois auparavant étaient désormais en recherche désespérée de différences à souligner pour dénier toute légitimité aux reconnaissances en cours, se réjouissant notamment de la démonstration détaillée d'un écrivain britannique expert des Balkans dans un article au titre sans ambages, « South Ossetia is not Kosovo »<sup>2</sup>.

Détachée des innombrables débats d'historiens et de juristes sur la légitimité des uns et des autres, l'étude des approches privilégiant la perception de cette légitimité plutôt que sa réalité permet de modifier les perspectives avec lesquelles aborder de telles crises. Cet article se tient éloigné des discussions sur les torts des uns et des autres ; il ne vise pas à établir un parallèle entre le déroulé des crises en Géorgie/Ossétie/Abkhazie et en Serbie/Kosovo ou les fondements des aspirations indépendantistes respectives. Il se penche plutôt sur la manière dont la gestion de la crise du Kosovo et de ses perceptions par les puissances occidentales depuis 1998 a inspiré à la Fédération de Russie une gestion de celle autour de l'Ossétie en août 2008, gestion aujourd'hui condamnée par ces mêmes pays occidentaux. Les dirigeants russes se sont-ils réellement appuyés sur le précédent du Kosovo ? Ont-ils repris certaines recettes occidentales et de quelles manières ? Que cela peut-il annoncer à l'avenir ? Si elles diffèrent par leur contexte et les intérêts internationaux sous-jacents, les crises du

---

\* Centre international pour la justice transitionnelle (ICTJ).

<sup>1</sup> *EU Observer*, 26 août 2008.

<sup>2</sup> Malcom DE NOEL, « South Ossetia is not Kosovo », *Standpoint*, 29 sept. 2008.

Kosovo et de l'Ossétie du Sud/Abkhazie peuvent se décliner en réalité sur un mode commun en ce qui concerne les méthodes de légitimation publique des indépendances.

## CONTEXTES ET DYNAMIQUES

### *Un contexte local et historique fondamentalement différent*

Sur chacun de ces territoires, les différences culturelles entre les peuples se sont exprimées à travers une histoire évoluant entre coexistence et affrontements : les Ossètes, Abkhazes et Géorgiens, les Serbes et Albanais ont cohabité pacifiquement pour ensuite se disputer le contrôle de la terre, en fonction d'éléments historiques et culturels. Pour autant, les échelles ne sont pas les mêmes, puisque, lorsqu'on évoque le Kosovo, on parle d'environ 2 millions d'habitants, alors que l'Ossétie du Sud abrite 70 000 habitants et l'Abkhazie 250 000. Il s'agit d'un élément de réalité à considérer lorsque la création d'un nouvel Etat est envisagée.

Le contexte de ces zones est marqué par la désintégration récente des espaces politiques plus larges dont elles étaient partie intégrante, mais selon des cheminements historiques qui ne sont absolument pas semblables. La Yougoslavie fédérale de Tito se disloque en 1992, mais des changements internes touchant la province du Kosovo avaient déjà été initiés par Slobodan Milošević en 1989, de manière à réduire drastiquement le statut d'autonomie dont elle bénéficiait. Dès lors, le combat politique des Albanais du Kosovo s'est cristallisé dans un premier temps autour de la question de l'autonomie vis-à-vis du pouvoir central de Belgrade. Le premier combat des Ossètes et des Abkhazes a au contraire visé à rester dans le giron de l'ancien pouvoir central – Moscou en l'occurrence – au détriment du nouvel Etat géorgien. Ce combat s'est engagé sur un mode d'affrontement armé très rapidement, puisque la région autonome d'Ossétie du Sud s'est rebellée contre la Géorgie nouvellement indépendante à la désintégration de l'Union soviétique en 1991<sup>3</sup>. La communauté albanaise du Kosovo s'est organisée dans un large mouvement de résistance pacifique qui prédominera jusqu'en 1997, date à partir de laquelle de véritables actions de guérilla furent lancées, actions d'ailleurs peu populaires alors<sup>4</sup>. La montée en puissance du conflit fut donc aussi soudaine en Ossétie et en Abkhazie qu'elle fut progressive au Kosovo.

Ainsi, malgré des processus à première vue relativement similaires de séparation d'avec un pouvoir central fort, les dynamiques à l'œuvre dans ces bouleversements se révèlent en fait quasi inversées dans les cas du Caucase et du Kosovo. L'environnement géopolitique plus large exerce également une influence déterminante sur ces dynamiques.

### *Des intérêts géopolitiques internationaux opposés ?*

#### *Kosovo/Yougoslavie*

Dans le même élan que l'Union soviétique en 1991, la Yougoslavie s'était effondrée avec la création de nouveaux Etats dans les Balkans, qui provoqua quatre années d'affrontements sanglants. Cependant, les Accords de Dayton de novembre 1995 qui mirent fin à ces conflits laissèrent de côté la question du Kosovo. Dans le cadre de la recomposition des Etats de la région, la Yougoslavie ne regroupait plus alors que le Monténégro, la Serbie et sa province du Kosovo, qui devint *de facto* un problème du seul ressort de la souveraineté serbe. Or, la nature des liens culturels, religieux et historiques entre Belgrade et Moscou étant traditionnellement solide, cela pouvait laisser présager que la gestion serbe des tensions à

<sup>3</sup> La région d'Abkhazie suivit le même scénario deux ans plus tard.

<sup>4</sup> Le parti politique majoritaire était alors la LDK, Ligue démocratique du Kosovo, menée par la figure tutélaire et principal *leader* politique Ibrahim Rugova.

Pristina serait défendue par la Russie si jamais le dossier devait être internationalisé. Tel fut le cas dès 1998. L'extension des combats au Kosovo et l'intervention de l'armée serbe en complément des forces de police poussèrent les pays occidentaux à s'inviter dans la gestion du conflit en 1998. La Russie, forte de son siège permanent au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU), y joua le rôle attendu de protecteur des intérêts de Belgrade, mais les secousses secondaires consécutives au démembrement de l'URSS l'avaient trop affaiblie pour aller au-delà d'une défense sur le plan diplomatique. Ainsi, jusqu'au bout de la crise, la Serbie fut protégée d'une résolution du CSNU touchant à sa souveraineté sur le territoire du Kosovo. La résolution 1 244 du 10 juin 1999 qui sonna la fin des hostilités et le retrait des forces de sécurité serbes réitéra même cette souveraineté. Cependant, malgré la présence massive de ses représentants au sein de la mission internationale de vérification<sup>5</sup> du cessez-le-feu entre Belgrade et l'UCK<sup>6</sup>, la Fédération de Russie fut cantonnée à un rôle marginal dans les ultimes négociations – dont l'échec mena à l'intervention armée de l'OTAN de mars à juin 1999.

De leur côté, les Etats-Unis entraînent l'OTAN et la plupart des pays occidentaux dans un soutien d'abord politique à la cause des Albanais du Kosovo au cours des négociations diplomatiques, puis dans une intervention armée contre la Yougoslavie de S. Milošević, prenant ainsi *de facto* parti pour l'Armée de libération du Kosovo. Cette immixtion affichée des Etats-Unis dans la gestion d'une crise interne à un Etat souverain s'avéra primordiale dans la poursuite de l'indépendance par les dirigeants albanais du Kosovo et elle put être menée assez ouvertement jusqu'à son débouché. En effet, l'opinion publique internationale, en particulier européenne, restait traumatisée par la paralysie face à la guerre en Bosnie-Herzégovine. C'est donc sous couvert des cris de « Plus jamais ça ! » qu'une coopération s'était engagée pendant le conflit avec certains chefs militaires de l'UCK, aujourd'hui les dirigeants politiques les plus en vue à Pristina. Elle se poursuit jusqu'à présent à un tel niveau que les conseillers américains en poste à l'ambassade des Etats-Unis de Pristina sont décrits comme les réels preneurs de décision en lieu et place du gouvernement local, composant un cabinet fantôme du Premier ministre du Kosovo. Les Etats-Unis n'ayant pas de liens historiques avec cette région des Balkans, on ne peut que spéculer sur leurs intérêts à soutenir activement l'indépendance de ce territoire. Certains sont devenus plus évidents depuis la mise sous tutelle internationale du Kosovo en juin 1999 : la construction – dès le premier jour – de leur plus vaste base militaire en Europe au statut accommodant ; la possibilité d'influer sur les bouleversements géopolitiques de la région, carrefour commercial stratégique, avec notamment le tracé, à quelques dizaines de kilomètres au sud de leur base, de la route énergétique reliant l'Asie centrale à l'Europe<sup>7</sup> ; et sans doute aussi la possibilité d'empocher les dividendes de la fin de la Guerre froide en empiétant sur l'aire d'influence russe.

L'étude de ce contexte géopolitique plus large indique avant tout que Moscou et Washington soutiennent chacun une des deux parties au conflit ; ils s'opposent donc, mais leur opposition restera diplomatique. Par ailleurs, le positionnement américain dans la crise au Kosovo semble s'être construit sur la durée, avec un haut degré de préparation stratégique, à la différence de la Fédération de Russie. A première vue, Moscou n'est encore intervenu dans le cas de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie que sur un mode de réaction

---

<sup>5</sup> La Mission de vérification du Kosovo (MVK), conduite par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

<sup>6</sup> Armée de libération du Kosovo.

<sup>7</sup> Et notamment le projet d'oléoduc Bourgas-Durrës, issu des gisements de la mer Caspienne et reliant la mer Noire à la mer Adriatique, *via* la Macédoine puis l'Albanie.

immédiate ; une étude un peu plus approfondie montre que cette réactivité à l'initiative armée géorgienne d'août 2008 était le fruit d'une anticipation véritable.

#### *Ossétie du Sud/Abkhazie/Géorgie*

Le Président de la Géorgie indépendante post-soviétique, Mikheil Saakachvili, avocat formé aux Etats-Unis, s'est employé avant même son élection à amarrer cette ex-République de l'URSS au camp occidental. Fort de l'appui des Etats-Unis, il a adopté une stratégie d'opposition frontale à Moscou, depuis la candidature géorgienne visant à intégrer l'OTAN jusqu'à l'acceptation d'un rôle majeur dans la route énergétique vers l'Union européenne (UE) contournant la Russie par la Turquie. Tout comme l'Ukraine, l'attitude de la Géorgie est devenue un enjeu de puissance pour Moscou, qui considère l'extension de l'OTAN vers ses frontières comme une manœuvre d'encerclement. La position des régions séparatistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie qui demandent leur rattachement à la Russie revêt donc une importance stratégique. Suivant la fin du bloc soviétique et pendant une dizaine d'années, la Russie n'a pu véritablement faire face aux Etats-Unis qui avançaient des pions jusque dans son aire d'influence traditionnelle. L'avènement de Vladimir Poutine à la tête de l'Etat russe avait sonné le début des efforts de restauration d'une puissance perdue, mais il manquait un acte symbolique sur la scène internationale plus fort que le blocage d'une résolution au CSNU.

L'intervention militaire géorgienne d'août 2008 à l'encontre des deux régions séparatistes et le conflit qui s'ensuivit offrit une occasion à Moscou d'affirmer une certaine puissance retrouvée et de marquer une ligne rouge à ne pas franchir s'agissant de ses intérêts géostratégiques. Une illustration de cette nouvelle détermination fut l'annonce, par la Russie, de « premières » mesures de représailles à l'encontre de l'Alliance atlantique pour son soutien verbal exprimé à la Géorgie : gel de la coopération militaire russe avec l'OTAN, y compris la suspension de toute participation russe à des exercices conjoints, des échanges militaires ou la coopération logistique, report des visites d'officiers de l'OTAN sur le territoire de la Fédération de Russie, ainsi que des visites de navires de l'OTAN – laissant jusqu'à nouvel ordre seul ouvert un dialogue politique.

Le rôle de l'Union européenne dans ces deux crises aura été paradoxal. Alors que le Kosovo se situe sur le continent européen et, par conséquent, concerne avant tout ses intérêts propres, l'UE se montre particulièrement absente en 1998 et 1999 dans la recherche d'une solution politique et la gestion de la crise, alors qu'elle devient rapidement le principal bailleur de fonds des opérations de reconstruction. *A contrario*, l'activisme européen du président français Nicolas Sarkozy parvint à faire jouer à l'UE un rôle de puissance pour faciliter la sortie de crise en Ossétie du Sud, alors même que la région ne fait pas partie du giron européen mais de sa Politique de voisinage (PEV).

Outre des dynamiques locales très différentes, les environnements géopolitiques apparaissent donc également en opposition. Au Kosovo, en 1999, le déclin de Moscou avait laissé les Etats-Unis seul véritable maître à bord de la gestion de crise sur le plan international, alors que près de dix années plus tard, c'est la résurgence de la puissance russe qui paralyse les Etats-Unis autour du Caucase. C'est ici que, en dépit des apparences, débute le lien entre ces deux crises : par un jeu de balancier, les manquements russes à défendre en 1999 les intérêts de l'allié naturel serbe au Kosovo ont nourri la préparation d'une intervention vigoureuse en 2008 en faveur des intérêts de son pré-carré aux frontières caucasiennes. Négliger ce lien a valu au président M. Saakachvili sa plus grave erreur d'appréciation. Les déclarations du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, au début de l'année 2008 à Bruxelles avaient pourtant solennellement prévenu son homologue américain : la reconnaissance du Kosovo constituerait un précédent pour l'Abkhazie et

l'Ossétie du Sud. Dans des mots plus explicites encore, à la suite de la déclaration d'indépendance du Kosovo, le 17 février 2008, et sa reconnaissance par une quarantaine d'Etats sous l'impulsion décisive des Etats-Unis et d'une majorité de l'UE, le président V. Poutine avait lancé un avertissement : « *le précédent du Kosovo est un précédent terrifiant. Il brise ouvertement le système tout entier des relations internationales qui a prévalu non seulement pendant des décennies, mais pendant des siècles. Et cela attirera sans aucun doute une série de conséquences imprévisibles* »<sup>8</sup>.

Sur la base de ces prises de position non équivoques, il est donc cohérent d'imaginer que la Russie ait dès lors lancé les dispositions nécessaires avec l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie pour que ce précédent du Kosovo se retourne à leur avantage dans un autre contexte. Si la plupart des éléments de contexte diffèrent considérablement voire s'opposent, Moscou a tiré des leçons de la construction du processus menant vers l'indépendance du Kosovo et certains outils-clefs utilisés par les Occidentaux dans ce processus vont réapparaître à l'occasion de la crise d'août 2008.

### VICTIMISATION ET DIABOLISATION : DES OUTILS DE LEGITIMATION REPLIQUES

La proclamation d'un Etat indépendant du Kosovo reconnu par un nombre non négligeable de pays, y compris par les trois Etats occidentaux membres permanents du Conseil de sécurité, a été le fruit d'un long processus à la fois politique et militaire. Acquérir une légitimité pour un nouvel Etat autoproclamé comme le Kosovo est d'ordre vital, puisque seule la reconnaissance au sein du concert des nations peut permettre de lui garantir une existence pérenne.

Dans le cas du Kosovo, divers outils ont été utilisés dès 1998-1999 dans le but d'assurer une intervention internationale permettant *in fine* d'asseoir cette légitimité. Dix ans plus tard, alors qu'une indépendance du Kosovo est partiellement reconnue à travers le monde mais également rejetée par une proportion importante d'Etats à la tête desquels la Russie, deux régions autonomes du Caucase, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, réagissent à une tentative armée de prise de contrôle par la Géorgie en déclarant leur indépendance – reconnue quelques semaines plus tard par la Russie (et le Nicaragua) sous les protestations des pays occidentaux. Les recettes appliquées dans ces deux cas montrent une similitude frappante avec celles utilisées pour le Kosovo.

#### ***Kosovo/Serbie***

*Une absence de base légale imputée à la paralysie des instances internationales*

Lorsqu'une crise interne entre un mouvement séparatiste et le pouvoir central de l'Etat concerné tourne à l'affrontement armé, des mécanismes internationaux de prévention ou de résolution du conflit peuvent être employés par les instances internationales. Le cadre de discussions sur la paix et la sécurité, reconnu par tous les Etats membres de l'ONU, est le Conseil de sécurité, l'efficacité duquel est liée à entre ses membres, en particulier entre ses membres permanents disposant du droit de veto.

C'est ainsi que, après les violents affrontements armés de l'été 1998, les discussions concernant la situation de conflit armé au Kosovo purent avancer dans un premier temps jusqu'à l'adoption d'une résolution<sup>9</sup> sous chapitre VII de la Charte des Nations Unies

<sup>8</sup> « Putin warns Kosovo will 'come back to knock' the West, as NATO envoy lashes out », *International Herald Tribune*, 22 fév. 2008.

<sup>9</sup> Résolution 1199, 23 sept. 1998.

exigeant des deux parties un cessez-le-feu et la garantie de protection des civils, accompagné du lancement de négociations internationales en vue d'une solution politique. Confrontés à une nouvelle détérioration de la situation en octobre 1998, les Etats-Unis et l'OTAN firent pression sur la Serbie pour arracher un accord de cessez-le-feu en dernière instance, alors même que l'OTAN avait donné son agrément pour des frappes aériennes<sup>10</sup>. L'accord de cessez-le-feu était accompagné de l'établissement de deux missions internationales : l'une de surveillance du respect des termes du cessez-le-feu sur le terrain, la Mission de vérification du Kosovo (MVK), supervisée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ; l'autre de surveillance aérienne assurée par l'OTAN, dont des éléments placés dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine se tenaient également prêts à garantir la sécurité de la première mission. Le CSNU entérina, par la résolution 1 203 du 24 octobre 1998, l'accord de cessez-le-feu obtenu par l'OTAN ainsi que l'établissement des deux missions internationales, mais réitéra l'engagement de tous les Etats membres à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de ce qui était encore la République fédérale de Yougoslavie. Cette résolution rappela également la primauté du Conseil de sécurité comme organe décisionnel en matière de maintien de la paix et de la sécurité.

Dans un contexte de nombreuses violations du cessez-le-feu par les deux côtés au début de l'année 1999, les opérations des forces de sécurité yougoslaves furent qualifiées de disproportionnées par l'OTAN et la responsabilité du massacre d'une quarantaine de personnes à Racak leur fut imputée. Des négociations politiques « de la dernière chance » furent alors menées à Rambouillet sous le parrainage du Groupe de contact<sup>11</sup> en février 1999. Elles débouchèrent sur un accord politique accepté par toutes les parties, accordant une autonomie substantielle à la province du Kosovo, complétée d'élections libres, démocratiques et régulières et d'un système judiciaire équitable<sup>12</sup>. Ce premier volet des négociations fut suivi d'un second *round* quelques semaines plus tard à Paris, au cours duquel l'OTAN exigea l'adoption d'un accord imposant le départ de toutes les forces de sécurité yougoslaves du territoire du Kosovo, une présence militaire internationale (annexe B) de l'OTAN, ainsi qu'une période transitoire de trois ans à l'issue de laquelle serait déterminé un mécanisme international de règlement du statut du Kosovo, où la volonté populaire serait prédominante<sup>13</sup>. En d'autres termes, ce mécanisme avait de fortes chances de se révéler être un référendum d'autodétermination, qui verrait une victoire sans appel des Albanais du Kosovo, estimés à près de 90 % de la population de la province. C'est grâce à cette dernière clause que la partie albanaise, jusqu'alors bloquée sur l'absence de référence à l'indépendance, aurait accepté de signer.

Quant à la fameuse annexe B, elle ne prévoyait pas seulement le déploiement de 30 000 hommes de l'OTAN (la KFOR) pour maintenir l'ordre au Kosovo, mais aussi des attributions totales en termes d'immunités ou de liberté de circulation, dignes d'un statut de troupes d'occupation et étendues qui plus est à l'ensemble du territoire de la République fédérale de Yougoslavie (RFY). Celles-là incluaient notamment le « *droit de bivouaquer, de manœuvrer, de séjourner en cantonnement et d'utiliser toutes zones ou équipements requis* » (point 8), ainsi que celui d'« *arrêter des individus et, aussi rapidement que possible, de les remettre aux autorités compétentes* » (point 21)<sup>14</sup>. Accepter de telles conditions équivalait à un abandon de

<sup>10</sup> Cf. le site Internet [www.nato.int/kosovo/history.htm](http://www.nato.int/kosovo/history.htm).

<sup>11</sup> France, Italie, Allemagne, Russie, Royaume-Uni et Etats-Unis.

<sup>12</sup> Cf. le texte intégral disponible sur le site Internet [www.monde-diplomatique.fr/cahier/kosovo/rambouillet-en](http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/kosovo/rambouillet-en).

<sup>13</sup> Voir [http://www.state.gov/www/regions/eur/fs\\_990301\\_rambouillet.html](http://www.state.gov/www/regions/eur/fs_990301_rambouillet.html)

<sup>14</sup> A titre de comparaison, les Accords de Dayton de novembre 1995 prévoyaient pour les forces internationales les mêmes droits de circulation sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine, mais ne stipulent qu'un simple droit de transit sur le territoire de la RFY.

souveraineté dans bien des domaines, comme le remarquèrent certaines personnalités européennes<sup>15</sup>. C'est donc sans surprise pour les observateurs avertis que les négociations prirent fin sur un échec, lorsque la délégation yougoslave appuyée par la Russie rejeta l'imposition tardive de telles conditions à un accord que la partie albanaise avait, elle, déjà signé.

Belgrade fut par conséquent aussitôt montré du doigt comme la partie responsable de l'échec d'une paix possible et la menace d'une intervention internationale armée pour contraindre la Fédération yougoslave se fit plus précise. Confrontés au refus de la Russie face à une telle approche, les trois pays occidentaux membres permanents du CSNU ne pouvaient compter sur l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité avalisant des frappes aériennes de l'OTAN. Si la paralysie du cadre multilatéral de gestion des conflits prévu à cet effet était un scénario classique pendant la Guerre froide, il n'empêcherait cependant pas cette fois les Etats-Unis et ses alliés d'initier à travers l'OTAN les actions militaires souhaitées. Cette liberté d'action était devenue possible en raison de l'affaiblissement du pouvoir de Moscou, incapable de s'y opposer efficacement sur les plans politique ou militaire. En revanche, la base légale et la légitimité sur lesquelles fonder une telle politique coercitive à l'encontre d'un Etat souverain qui ne s'était attaqué ni à eux ni à un autre membre de l'Alliance atlantique restaient donc à trouver ailleurs.

#### *Victimisation et diabolisation des parties au conflit*

Une dialectique fondée sur la victimisation de la partie au conflit à soutenir (les Albanais) et sur la diabolisation de la partie adverse (les Serbes) à travers une médiatisation soutenue des événements au Kosovo permit de légitimer *de facto* auprès des opinions publiques occidentales une intervention armée en-dehors de tout cadre légal. La rhétorique des droits de l'homme fut d'autant plus facilement acceptée comme socle d'intervention que le nom du président yougoslave Slobodan Milošević était déjà publiquement lié aux crimes de guerre commis peu d'années auparavant lors de la guerre de Bosnie-Herzégovine. De surcroît, la lenteur de la communauté internationale à mettre fin au conflit bosniaque avait répandu un sentiment de culpabilité, notamment dans les pays européens. Il ne pouvait que ressurgir à propos du conflit au Kosovo, rapidement assimilé à la problématique bosniaque, et provoquer un assentiment du public à une intervention la plus rapide possible afin d'éviter une réplique des horreurs vues en Bosnie. La campagne de bombardements par l'OTAN entre mars et juin 1999 a été précédée d'une campagne médiatique dont le ton aura été lancé à l'occasion du « massacre de Racak » en janvier : les forces de sécurité de l'Etat yougoslave sont quasi systématiquement décrites comme coupables, souvent sur la seule base de témoignages hasardeux ou d'informations peu discutées<sup>16</sup>.

Abreuvé d'informations fournies par l'OTAN, les médias se sont souvent contentés de relayer les déclarations peu nuancées des officiels occidentaux. Et les informations qui arrivent du Kosovo semblaient chaque jour un peu plus terribles pour la communauté albanaise. Deux semaines à peine après le début des bombardements de l'OTAN, le *New York Times*<sup>17</sup> rapporte les propos d'un responsable de l'administration américaine estimant le nombre de victimes à 350 000 : « *il pourrait y avoir cinquante Srebrenica* ». La porte-parole du département d'Etat, Jamie Rubin, déclare officiellement qu'« *il y a des indications qu'un génocide se déroule au Kosovo* », propos renforcés par l'affirmation, par Warren Christopher, le 5 avril

<sup>15</sup> Ainsi, Hermann Scheer, parlementaire allemand du SPD, déclara que « *même un politicien modéré n'aurait jamais signé ce texte* » : propos cités par Andreas ZUMACH, *Krieg im Kosovo*, Thomas Schmid, Reinbeck, 1999, p. 7.

<sup>16</sup> Ainsi que le décrit l'intéressante enquête initiale autour du « massacre de Racak », par Christophe CHATELOT, dans *Le Monde*, 21 janv. 1999.

<sup>17</sup> *New York Times*, 4 avr. 1999.

1999, selon laquelle « nous sommes au Kosovo devant un comportement génocidaire »<sup>18</sup>. En écho au ministre de la Défense américain William Cohen et au sénateur Joseph Biden, accusant Belgrade de « génocide », le ministre allemand de la Défense, Rudolf Scharping, prétendit, le 28 mars 1999, que 100 000 ou 500 000 Kosovars albanais en âge de combattre avaient été « enlevés et liquidés par les hommes du dictateur serbe » ou que le stade de Pristina avait été transformé en camp de concentration. C'est encore lui qui, le 9 avril 1999, présenta l'existence d'un document irréfutable sur un soi-disant plan de nettoyage ethnique, le « Fer-à-cheval », preuve accablante de la préméditation des crimes serbes au Kosovo. On sait aujourd'hui que la crédibilité du document est plus que douteuse<sup>19</sup>.

Comme le souligne en détails un rapport de Reporters sans frontières<sup>20</sup>, l'indicatif remplaça un peu trop vite le conditionnel dans des déclarations péremptoires censées décrire la situation de guerre au Kosovo et, là où on aurait pu attendre plutôt un langage prudent ne délivrant que des informations corroborées, prévalurent les abus verbaux et la propension à alimenter les rumeurs les plus folles. Même les intellectuels de cette coalition de démocraties intervenant au nom de la morale et de la justice semblèrent se prêter à un élan porté plus par des émotions médiatiques que par un débat réfléchi. Certaines prises de position peuvent s'expliquer, comme celle d'Ismaël Kadaré<sup>21</sup>, écrivain albanais vivant à Paris : « cette extermination rappelle les temps de Gengis Khan, de Hitler et de Staline. Elle est perpétrée suivant des méthodes bien connues ». En revanche, que dire des propos suivants : « on ne peut pas mettre sur le même pied le probable millier de victimes serbes et les centaines de milliers de Kosovars massacrés » ? Cet avis en forme de couperet est issu de la bouche d'un magistrat français, secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice et membre de la rédaction de la revue *Esprit*, alors président du « Comité Kosovo »<sup>22</sup>. Les quelques intellectuels qui faisait entendre une voix dissonante étaient rapidement visés par des critiques d'une agressivité disproportionnée, voire mis au ban de la vie publique par leurs confrères. Le cas le plus fameux fut celui de l'écrivain Régis Debray qui, après un bref séjour en Macédoine et au Kosovo à sa seule initiative, publia dans *Le Monde* du 13 mai 1999 une « Lettre d'un voyageur au Président de la République ». Il y racontait que ce qu'il avait vu de ses propres yeux sur place était sans rapport avec la réalité dépeinte par l'OTAN et les médias occidentaux. Il citait notamment avoir été dans des villages d'Albanais protégés – et non massacrés – par l'armée yougoslave contre l'UCK et témoignait d'exemples de coexistence pacifique, même sous les bombardements, entre différentes communautés, y compris serbe et albanaise. Il reprochait alors à Jacques Chirac d'avoir une perception erronée des motifs et du déroulement du conflit dans les Balkans. Cette lettre fut accueillie par des tirs nourris dans l'ensemble de la presse française, qui réagit avec une telle violence que Régis Debray parlera ensuite de « lynchage médiatique »<sup>23</sup>. L'écrivain choisit alors de répondre en démontant les rouages d'une « machine de guerre » symbolique et médiatique, qui exige que « le vu là-bas devra correspondre au

<sup>18</sup> Sur France Info, 5 avr. 1999, cité par le site Internet Marianne2.fr.

<sup>19</sup> Depuis, ont été publiés de multiples témoignages qui démentissent cette théorie d'un tel Plan. Le 8 février 2001, la chaîne allemande ARD diffusa un documentaire exclusif intitulé *Au commencement fut le mensonge*, dévoilant que le Plan était un faux du gouvernement allemand, avec, à l'appui, une prise de position compromettante du porte-parole britannique de l'OTAN, Jamie Shea. Cf. aussi l'émission radiophonique « Là-bas si j'y suis » du 17 mai 2000, avec l'intervention de Dominique Vidal sur le sujet. Cf. également les ouvrages de Heinz LOQUAI, *Der Kosovo-Konflikt. Wege in einen vermeidbaren Krieg. Die Zeit von Ende November 1997 bis März 1999*, Nomos Verlagsgesellschaft, Baden-Baden 2000 ; Jürgen ELSÄSSER, *La RFA dans la guerre au Kosovo*, L'Harmattan, Paris, 2002.

<sup>20</sup> RSF, « Les bavures médiatiques de l'OTAN », 14 juin 1999.

<sup>21</sup> Rapportée par l'hebdomadaire *Marianne*, 10 avr. 2000.

<sup>22</sup> *Télérama*, 23 juin 1999.

<sup>23</sup> *Le Monde Diplomatique*, juin 1999.

*conçu ici [...] (la Victime kosovare, passive, sans armes ni stratégie, le Bourreau serbe, fasciste irrémédiable et monobloc) »<sup>24</sup>.*

Il faut s'arrêter quelque peu sur les chiffres des victimes cités ici et là de manière hasardeuse. Sans rentrer dans une polémique macabre, il semble instructif de se pencher sur les conclusions avancées par cet organisme indépendant qu'est la Commission internationale et indépendante sur les Balkans<sup>25</sup>. Finalisée six années après la fin du conflit, son évaluation de l'étendue des exactions commises durant le conflit au Kosovo permet *a posteriori* de jauger le décalage entre les discours claironnants et la réalité. Dans la première phase de février 1998 à mars 1999, l'estimation établie des morts civils au cours du cycle de violence entre les forces de sécurité serbes et les mouvements armés kosovars albanais est inférieure à 2 000. Environ 200 000 personnes furent déplacées pendant cette période, mais la plupart rentrèrent après l'accord de cessez-le-feu Holbrooke-Milosevic d'octobre 1998. Au cours de l'intervention de l'OTAN du 24 mars au 19 juin 1999, l'intensité monte, puisque la Commission évalue le nombre de morts à 10 000 – 5 fois plus sur une période quatre fois plus réduite –, présumés en majorité kosovar albanais, alors qu'environ 800 000 personnes étaient déplacées. S'agissant des victimes directes des bombardements de l'OTAN sur tout le territoire de la RFY (Serbie, Monténégro et Kosovo), un minimum de 500 morts a été documenté. Considérant, d'une part, que ces estimations ne tiennent pas compte de l'origine communautaire, ni de l'âge ni du sexe des victimes et, d'autre part, que, dans la « *grande majorité des cas, les corps étaient enterrés dans des tombes individuelles et non collectives* », les suggestions de génocide exercé au détriment des Kosovars albanais perdent de leur crédibilité<sup>26</sup>.

Une fois l'intervention militaire déclenchée et jusqu'à son aboutissement, sa légitimité continue à dépendre de l'efficacité du principe de victimisation d'une partie au conflit, laquelle efficacité repose alors sur deux piliers :

- que la victimisation ne s'étende pas à la partie diabolisée du fait de l'opération militaire : c'est ainsi que les victimes serbes d'actions de l'UCK ne furent que rarement mises sous le feu de projecteurs médiatiques bienveillants jusqu'à la fin des bombardements de l'OTAN, alors même que, en février 1998, l'Envoyé spécial de l'administration Clinton pour le Kosovo, Robert Gelbard, évoquait ces dernières en les qualifiant d'« actes terroristes »<sup>27</sup>. Il en fut de même pour les victimes civiles serbes des bombardements opérés par les pays occidentaux, dont la responsabilité était toujours niée dans un premier temps avant d'en sous-évaluer le nombre. La presse française obtint après-coup une explication détaillée des manipulations dont elle faisait l'objet à ce sujet de la part de l'Alliance atlantique<sup>28</sup>: « *pour les bavures, nous avons une tactique assez efficace*, explique un général de l'OTAN. *Le plus souvent, nous connaissions les causes et les conséquences exactes de ces erreurs. Mais pour anesthésier les opinions, nous disions que nous menions une enquête, que les hypothèses étaient multiples. Nous ne révélions la vérité que quinze jours plus tard, quand elle n'intéressait plus personne. L'opinion, ça se travaille comme le reste* ».

- que le manichéisme diabolisation/victimisation soit continuellement entretenu. Devant la résistance imprévue du régime de S. Milošević à Belgrade contre ce que le pays qualifiait d'agression, le soutien se faisait flottant dans les premières semaines de la campagne de bombardements de l'OTAN. Un rapport<sup>29</sup> du Comité républicain du Sénat américain

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> Independent International Commission on Kosovo, *The Kosovo Report*, Oxford University Press, 2000, voir <http://www.reliefweb.int/library/documents/thekosovoreport.htm>

<sup>26</sup> John LAUGHLAND, *The Spectator*, 20 nov. 1999.

<sup>27</sup> Agence France Presse, 23 fév. 1998.

<sup>28</sup> *Le Nouvel Observateur*, 1<sup>er</sup> juil. 1999.

<sup>29</sup> US Senate Republican Policy Committee, « The Kosovo Liberation Army : does Clinton policy support group with terror, drug ties ? From 'terrorists' to 'partners' », 31 mars 1999.

publié à cette période mettait en cause le choix, par l'administration Clinton, de l'option militaire et de l'alliance avec l'UCK au Kosovo. Les journalistes américains Daniel Pearl et Robert Block décrivent, dans leur éditorial pour le *Wall Street Journal* du 31 décembre 1999, comment la victimisation avait alors été entretenue : « *des militants kosovars albanais, des organisations humanitaires, l'OTAN et les médias se sont alimentés les uns les autres pour donner crédibilité aux rumeurs de génocide* »<sup>30</sup>.

Depuis le président américain Bill Clinton, qui évoquait « *des efforts délibérés, systématiques de génocide* », jusqu'à Tony Blair, qui promit que « *Milosevic, et son génocide radical hideux, sera défait* », en passant par le ministre allemand de la Défense, qui qualifie la situation de « *génocide* », la plupart des dirigeants politiques des gouvernements occidentaux en place utilisent un langage très fort, qui accrédite l'obligation morale d'une intervention armée pour venir au secours des Albanais du Kosovo et empêcher que les Serbes aient encore leur mot à dire sur l'avenir de ceux-là. En d'autres termes, mettre fin à la tutelle de Belgrade sur cette province. Car, une fois les objectifs de l'intervention armée atteints, le fossé supplémentaire creusé par les crimes de guerre et les massacres, qu'entraîne inévitablement tout conflit, impose de fait une situation de déchirure d'avec le pouvoir central. Ainsi, le départ, présumé forcé, de plusieurs centaines de milliers de Kosovars albanais en 1999 fut mentionné comme raison suffisante pour retirer à la Serbie tout droit de regard sur le Kosovo. Le calcul stratégique effectué par les partisans d'un Etat du Kosovo indépendant était sans aucun doute que cette situation *de facto* pourrait servir de socle à une indépendance garantie grâce à un engagement international. C'était sans compter sur l'opiniâtreté retrouvée de Belgrade et de Moscou.

### **Géorgie/Ossétie du Sud/Abkhazie**

#### *L'absence de base légale*

Comme pendant la campagne militaire internationale de l'OTAN contre Belgrade, lancée sans l'autorisation préalable du Conseil de sécurité<sup>31</sup>, la question de la légitimité d'une action militaire de la Russie contre la Géorgie s'est posée. La paralysie qui s'est emparée des instances internationales en août 2008 portait en elle les mêmes causes qu'au premier trimestre 1999, mais les Etats protagonistes avaient inversé leurs rôles : la Russie défendait les régions séparatistes face aux membres permanents occidentaux qui plaidaient en faveur de l'Etat central.

Cependant, contrairement au pouvoir de Belgrade en 1999, le régime de Tbilissi lança son offensive du 7 août 2008 en Ossétie du Sud, alors même qu'y stationnait une force de maintien de la paix de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Cette force avait été déployée en 1992 à la suite d'un accord de cessez-le-feu entre Géorgiens et Ossètes parrainé par le président russe Boris Eltsine. A la différence de l'OTAN qui, en 1999, avait parcouru un long chemin pour pouvoir initialement motiver son intervention armée par la prévention d'une catastrophe humanitaire au Kosovo, la violation du cessez-le-feu par la Géorgie et la nécessaire défense des troupes russes de maintien de la paix en Ossétie du Sud offrirent une invitation à une riposte immédiate de l'armée russe. Afin de saisir et d'exploiter cette occasion de faire valoir ses intérêts dans la région, Moscou devait cependant pouvoir légitimer à plus long terme la présence envahissante de ses troupes sur le sol géorgien et la transformation du conflit en un affrontement russo-géorgien. Avec l'internationalisation du

<sup>30</sup> Cités par S. HALIMI / D. VIDAL, « Médias et désinformation », *Le Monde diplomatique*, mars 2000.

<sup>31</sup> Cf., entre autres, A CASSESE, « *Ex iniuria ius oritur* : are we moving towards international legitimation of forcible humanitarian countermeasures in the world community ? », *European Journal of International Law*, vol. X, n° 1, 1999, pp. 23-30 ; B. SIMMA, « Nato, the UN and the use of force : legal aspects », *European Journal of International Law*, vol. X, n° 1, 1999, pp. 1-22.

conflit, la Russie devait sûrement s'attendre à ce que la défense diplomatique de Tbilissi par les pays occidentaux conduirait au blocage des décisions du Conseil de sécurité. Car c'est avec un pas d'avance sur tous les protagonistes que Moscou reprit à son compte un langage de victimisation des régions attaquées pour légitimer sa contre-offensive fulgurante. Si sa motivation était de démontrer que la Russie ne pouvait être un médiateur neutre en Ossétie ou en Abkhazie, la Géorgie avait remporté un succès, mais de portée limitée : les défaites infligées à son armée par les troupes russes, ainsi que sa surestimation du soutien américain ne laissèrent au président M. Saakachvili comme ligne de défense que la rhétorique humanitaire et le droit international – celui-là même qui venait d'être marginalisé par ses alliés occidentaux à propos du Kosovo.

Il est intéressant de souligner que la Russie était néanmoins déjà lancée sur ce terrain de guerre des mots à l'intention autant de son opinion publique nationale que de la communauté internationale, faisant appel, pour justifier la réaction militaire, au même langage – « *le nettoyage ethnique et le génocide* » pratiqués par les Géorgiens<sup>32</sup> – explicité ci-dessus dans le cas du Kosovo. Dès le 9 août, le premier Ministre russe Vladimir Poutine fut le premier à évoquer à Vladikavkaz, capitale de l'Ossétie du Nord, un « *génocide* » intenté contre les Ossètes, en se basant sur le chiffre de 2 000 morts civils à Tskhinvali. Il ajouta également : « *le président Saakachvili a porté un coup mortel à l'intégrité territoriale de la Géorgie* »<sup>33</sup>. Le lendemain, l'ambassadeur russe au Conseil de sécurité, Vitaly Churkin, rejeta les accusations de réaction militaire disproportionnée, arguant des pratiques de l'OTAN en 1999 de ne pas limiter ses opérations au seul territoire du Kosovo<sup>34</sup>. De leur côté, les autorités géorgiennes ont tenté de jouer sur la même corde, en insistant sur le nombre de réfugiés d'Abkhazie. Le président M. Saakachvili parle de 500 000 réfugiés.

Ni la Russie ni la Géorgie n'ont été en mesure de présenter des preuves chiffrées de leurs accusations, pas plus que l'OTAN pendant la guerre du Kosovo. En revanche, les deux côtés ont envoyé très rapidement des équipes d'experts pour enquêter sur les violations des droits de l'homme commises par la partie adverse<sup>35</sup>. Alors que Moscou lance une enquête judiciaire pour prouver le « *génocide* » du peuple ossète par l'armée géorgienne<sup>36</sup>, la Géorgie introduit dès le 12 août, devant la Cour internationale de justice, une instance contre la Russie pour « *violations de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale* »<sup>37</sup>. Cette mesure inhabituelle montre la nouvelle importance attribuée à cette dimension des conflits... et peut-être aussi la compréhension qu'elle peut se transformer en arme politique redoutable. L'exemple de l'impact du massacre de Racak en janvier 1999 sur la suite des événements au Kosovo avait sans doute fait réfléchir. Le 26 août encore, le président russe Dmitri Medvedev condamna les dirigeants géorgiens pour avoir déclenché un conflit armé dont les victimes étaient d'innocents civils, « *à rebours de toute raison et en violation de la Charte des Nations Unies ainsi que de leurs obligations découlant des accords internationaux* »<sup>38</sup>.

### *Vers l'indépendance ?*

Adoptant le même raisonnement que les partisans de l'indépendance du Kosovo, la diplomatie russe argua de l'opération militaire géorgienne et des exactions commises en

<sup>32</sup> Cf. les déclarations du président Dmitri Medvedev et du premier ministre Vladimir Poutine, disponibles sur le site Internet [www.kremlin.ru/eng/events/details/2008/08/08\\_205064.shtml](http://www.kremlin.ru/eng/events/details/2008/08/08_205064.shtml).

<sup>33</sup> Cf. le site Internet [www.vesti.ru/doc.html?id=199795](http://www.vesti.ru/doc.html?id=199795) ou encore *Le Monde*, 10-11 août 2008.

<sup>34</sup> Cf. le site Internet [www.un.org/Depts/dhl/resguide/scact2008.htm](http://www.un.org/Depts/dhl/resguide/scact2008.htm).

<sup>35</sup> Conférence sur la justice internationale, Washington, 20 nov. 2008.

<sup>36</sup> Cf. le site Internet [fr.rian.ru/russia/20080814/116024711.html](http://fr.rian.ru/russia/20080814/116024711.html).

<sup>37</sup> Cf. le site Internet [www.icj-cij.org/docket/files/140/14658.pdf](http://www.icj-cij.org/docket/files/140/14658.pdf).

<sup>38</sup> *EU Observer*, 26 août 2008.

Ossétie du Sud pour affirmer qu'un retour au *statu quo ante* était impossible<sup>39</sup>. Et pourtant, jusqu'à une période récente, la Russie insistait pour dire qu'elle soutenait l'intégrité territoriale de la Géorgie. Après l'opération militaire géorgienne de l'été 2008, le langage changea. Le 14 août, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov rapporta qu'« *on peut oublier toute discussion à propos de l'intégrité territoriale de la Géorgie* »<sup>40</sup>. Moscou ne s'embarrassa cependant pas d'un long processus juridiquement argumenté pour prétendre offrir à l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie un habillage légal conforme au droit international. La Russie répliqua les étapes et l'argumentaire utilisés par les Etats occidentaux pour placer le Kosovo sur la route de l'indépendance<sup>41</sup>, mais le fit en mode accéléré et sans se cacher de l'objectif de sa politique. Les autorités russes justifèrent ainsi la reconnaissance des deux régions autonomes en tant qu'Etats en se fondant directement sur le terme de « génocide ». La cérémonie de signature par le président D. Medvedev, le 26 août 2008, des décrets reconnaissant l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie fut l'occasion pour lui d'employer le langage utilisé par les dirigeants occidentaux en 1999 pour décrire l'offensive des forces serbes contre les Kosovars albanais. Au cours de son allocution télévisée, le chef de l'Etat russe déclara publiquement que la raison de cette décision, prise non sans difficultés, était qu'elle représentait « *la seule chance de sauver des vies* ». Tout en appelant les autres Etats à l'imiter, il expliqua que « *Tbilissi a fait son choix durant la nuit du 8 août 2008. Saakashvili opta pour le génocide comme moyen d'accomplissement de ses objectifs politiques* ». Dmitri Medvedev ajouta que, de la sorte, le Président géorgien avait « *anéanti tous les espoirs de coexistence pacifique entre Ossètes, Abkhazes et Géorgiens dans un même Etat* ». En effet, parmi les conséquences les plus citées du conflit caucasien de cet été, est mentionnée chez les Ossètes et les Abkhazes l'annihilation de la confiance dans les Géorgiens<sup>42</sup>. Le premier corollaire de cette disparition de lien est l'exigence du respect de l'autodétermination pour eux et donc, *in fine*, l'indépendance. Ce scénario est d'une similarité frappante à celui observé en 1998-1999 dans la communauté kosovare albanaise.

Aussi bien pour l'équipe de négociations sur le statut du Kosovo que pour les dirigeants russes, la déclaration unilatérale d'indépendance ne doit apparaître en définitive que comme une « *solution d'ultime recours* »<sup>43</sup>, avant laquelle toutes les négociations possibles entre le pouvoir central et les territoires séparatistes ont été tentées de manière infructueuse<sup>44</sup>. Dans le cas de Belgrade comme dans celui de Tbilissi, les autorités centrales ont rejeté la déclaration unilatérale d'indépendance des entités sécessionnistes. Etant donné de surcroît que le Conseil de sécurité n'est pas en mesure d'avaliser une décision sur un de ces cas-là en raison de l'opposition de certains Etats membres permanents, la reconnaissance d'un nouvel Etat ne peut donc se faire que de manière unilatérale. Pour la Russie, reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie implique une part de risque considérant l'appel d'air au sein de sa Fédération que ce mouvement pourrait potentiellement initier en Tchétchénie, dans le Tatarstan ou ailleurs. C'est cette même appréhension qui prévient la

<sup>39</sup> Après les déclarations du premier Ministre Poutine, cf. les propos de Sergey Mironov, Président du Conseil de la Fédération de Russie, le 11 août 2008 : sans « *préjuger* » du statut futur des deux régions autonomes, « *après ce qui s'est passé dans la nuit du 7-8 août, il est difficile d'imaginer l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie comme faisant partie de la Géorgie* », disponibles sur le site Interent [www.council.gov.ru/print/inf\\_ps/chronicle/2008/08/item7945.html](http://www.council.gov.ru/print/inf_ps/chronicle/2008/08/item7945.html).

<sup>40</sup> Cf. « *Russie : forget Georgian territorial integrity* », *International Herald Tribune*, 14 août 2008.

<sup>41</sup> Y compris le « processus du statut futur », dossier fameux à Pristina, comme n'a pas manqué de le rappeler Dmitri Medvedev au Président français le 12 août 2008 : cf. « *Kremlin Press Statement* », disponible sur le site Internet [www.kremlin.ru/eng/speeches/2008/08/12/2100\\_type82912type82914type82915\\_205208.shtml](http://www.kremlin.ru/eng/speeches/2008/08/12/2100_type82912type82914type82915_205208.shtml).

<sup>42</sup> Cf. à ce sujet l'entretien édifiant de Tatyana Lokshina, directrice du bureau de Human Rights Watch à Moscou, dans *Caucasus Press*, 14 août 2008.

<sup>43</sup> Bruno COPPIETERS, « *Les peuples disposent-ils d'eux-mêmes ?* », *Le Monde diplomatique*, oct. 2008.

<sup>44</sup> « *Il est devenu évident que les parties ne sont pas en mesure de s'entendre sur le statut futur du Kosovo* », Lettre du 26 mars 2007 adressée par le Secrétaire général au président du Conseil de sécurité, Nations Unies, S/2007/168, p. 2.

plupart des Etats de reconnaître un Kosovo indépendant<sup>45</sup>. Dans le cas de la Russie, elle a considéré que la guerre de l'été 2008 déclenchée par la Géorgie ôtait à celle-là tout droit de regard sur les nouvelles entités.

*Un scénario inspiré du cas du Kosovo et préparé à l'avance*

En définitive, un lien de cause à effet entre les cas Kosovo/Serbie et Ossétie/Abkhazie/Géorgie émerge bien des remarques et des analyses comparatives présentées dans ce papier : les propos du président russe Vladimir Poutine à l'occasion de la déclaration d'indépendance du Kosovo<sup>46</sup> annonçait sans équivoque possible que la Russie allait se préparer pour que ce précédent du Kosovo se retourne à leur avantage dans un autre contexte. Compte tenu de la rapidité de réaction aussi bien militaire que politique des autorités russes, il semble que ce contexte porteur ait été l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. D'autres informations le confirment. Peu après cette déclaration de V. Poutine, la Russie avait considérablement modifié sa politique auprès des deux régions autonomes. Sans aller jusqu'à reconnaître l'indépendance qu'elles revendiquaient depuis le début des années 1990, Moscou débuta par l'établissement de relations officielles avec les autorités de fait d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, puis renforça son soutien en se retirant du régime de sanctions imposées à l'Abkhazie par la CEI et en y déployant des troupes supplémentaires<sup>47</sup>. Ces deux régions autonomes s'étaient déjà *de facto* placées sous la coupe de la Russie, mais celle-là ne pouvait raisonnablement pas les annexer ouvertement sans s'exposer à la fois à des déstabilisations internes à la Fédération mais aussi aux foudres des Etats-Unis pour qui cette décision aurait été vue comme un franchissement de ligne rouge.

On peut donc présumer que le précédent du Kosovo, seul, n'était pas suffisant pour que la Russie se lançât dans une aventure équivalente dans le Caucase. En revanche, les événements, par l'attaque militaire de la Géorgie les 7-8 août, se sont chargés d'offrir à Moscou une occasion rêvée. Une étude complémentaire de la société d'analyse US Stratfor avait depuis longtemps conclu que cette fenêtre d'intervention était guettée par le Kremlin car la Russie devait et allait réagir stratégiquement à l'annonce de l'indépendance du Kosovo. L'intervention militaire immédiate de l'été 2008 est, d'après Stratfor, la fenêtre attendue : « nous suspectons les Géorgiens d'être tombés dans un piège, mais la montée en puissance du conflit n'a plus d'importance. Ce qui importe est le message que la Russie envoie à l'Occident »<sup>48</sup>. Le message général est l'affirmation que les pressions (élargissement de l'OTAN, antimissiles, indépendance du Kosovo) contre la Russie doivent cesser. La Russie déclare désormais que le Caucase fait à nouveau partie de sa sphère d'influence.

## DES CHANTIERS OUVERTS

Les Etats-Unis ont beau jeu d'accuser Moscou d'exagération dans les discours de légitimation offerts en appui à la reconnaissance des indépendances de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Certes, la Russie a utilisé une rhétorique tournant autour du mot épouvantail « génocide » pour légitimer un processus séparatiste allant jusqu'à l'indépendance en-dehors du cadre légal international prévu à cet effet. Cependant, ce travail sur la perception de la légitimité d'un Etat par l'opinion publique avait déjà prouvé son efficacité auparavant et, ce, à l'initiative de l'OTAN et des Etats-Unis. L'observation faite que Moscou revendique ouvertement ces outils de légitimation en référence au Kosovo tend à confirmer qu'il s'agit

<sup>45</sup> 53 Etats au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

<sup>46</sup> Cf. *supra*.

<sup>47</sup> International Crisis Group, « Georgia and Russia : clashing over Abkhazia », *Report*, n° 193, 5 juin 2008, pp. 2-3.

<sup>48</sup> Voir <http://www.stratfor.com/>

avant tout de signifier aux Etats-Unis un coup d'arrêt aux ambitions ressenties comme envahissantes de l'OTAN. Une manière de dire : « vous aviez appliqué au Kosovo des méthodes que nous n'avions pu combattre dans l'état de faiblesse d'alors de notre appareil d'Etat, nous utilisons les mêmes cette fois pour vous informer que nous sommes à nouveau une puissance avec laquelle compter ». Toutefois, des réflexions émergent bien au-delà du jeu de puissances entre Washington et Moscou et d'un retour à la bipolarité.

En premier lieu, il faut noter que ce travail sur la perception de la légitimité d'une intervention armée – ou d'une indépendance – relève plus de l'antithèse du modèle de gestion des crises prôné dans les instances internationales de prévention ou de résolution des conflits. En effet, c'est une forme de négation de la réalité qui peut porter en elle-même le germe de futurs conflits. Bien évidemment, un facteur majeur de déstabilisation des relations internationales reste le non-respect des principes internationaux sur lesquels s'est construit le système de prévention des conflits, en particulier l'intangibilité des frontières ou la non-ingérence dans les affaires internes. La combinaison des deux éléments laisse la main aux grandes puissances, seules aptes à imposer leurs décisions aux autres Etats, mais alors cela ne signifie-t-il pas un retour à la loi du plus fort ? C'est ce que pourrait vouloir indiquer la manière extrême dont la Russie a usé de cette combinaison pour faire valoir ses intérêts en Géorgie : un déni de réalité imposé par la force et associé au mépris de tout cadre international régissant les relations entre Etats. Les autorités russes ont lié si ouvertement l'application expéditive qu'ils en ont faite au cas du Kosovo qu'il n'est pas à exclure qu'elles aient en fait voulu montrer cette tendance le plus grossièrement possible afin d'alerter sur son caractère dangereux.

Une autre leçon à souligner est le mépris souverain pour les conséquences dramatiques et les bouleversements humains subis par les populations civiles de tous bords. Au nom d'intérêts de puissance, s'immiscer dans un conflit et y prendre fait et cause militairement pour une des parties a comme première résultante de creuser le fossé existant entre les différentes populations partageant un même territoire et, ce, pour des générations. Il semble logique qu'une intervention armée extérieure provoque une aggravation de la fureur à l'encontre de la communauté liée aux séparatistes et libère des comportements revanchards. Le coût humain demeure incalculable, mais il faut cacher le rôle-clef joué par l'intervention armée en assénant une réalité parfois inventée de massacres comme moteur de l'intervention et non comme conséquences.

L'argument final usité par les promoteurs d'un Kosovo indépendant pour se défendre d'ouvrir une boîte de Pandore a toujours été que le Kosovo était un « cas *sui generis* ». Vu comme contre-exemple cinglant par les opposants au redécoupage des frontières par la force ou comme manipulation par une Russie en quête de puissance par ceux-là, la gestion de la crise autour de l'Ossétie et de l'Abkhazie par Moscou en est une réplique, susceptible d'en annoncer d'autres. Le risque d'un tel modèle de gestion de crise est qu'il encourage le morcellement des Etats et constitue un jeu dangereux dont d'autres puissances pourraient se saisir dans des contextes différents, et avec des visées autrement plus offensives. Les territoires secoués de tensions semblables ne sont pas rares, dans l'espace européen et y compris au cœur même de certains Etats de l'Union européenne.

Ce renvoi de balle à l'envoyeur américain pourrait-il être l'occasion d'une redéfinition et d'un ajustement harmonieux de la politique des pays européens en la matière ? Certes, il paraît difficile de revenir sur la décision prise par certains Etats de reconnaître l'indépendance d'un Kosovo, qui représente actuellement le principal casse-tête à la fois politique et opérationnel de l'Union européenne à ses portes. Toutefois, puisqu'on parle d'un espace géographiquement européen, les Etats européens ne devraient-ils pas s'entendre au

moins pour reprendre la main sur l'approche internationale prédominante au Kosovo, dans l'intérêt de l'Union européenne, c'est-à-dire œuvrant vers une prévention de futurs conflits ? Peut-être serait-il utile alors de lancer de véritables négociations entre Belgrade et Pristina, c'est-à-dire des négociations dont l'issue préparée ne soit pas imposée à une des parties... comme cela a été le cas au cours des discussions sur le statut du Kosovo ? Les dynamiques actuelles au Kosovo et dans les régions avoisinantes semblent davantage porter vers de nouvelles confrontations que vers une stabilisation accrue. Les lignes de tension en Macédoine, au Monténégro ou en Serbie – notamment autour du nord du Kosovo et dans la vallée de Presevo au sud – montrent une sensibilité au conflit, dont les promoteurs pourraient se sentir encouragés par les changements de frontière non agréés en Serbie... et désormais dans le Caucase.